



COMMUNIQUÉ

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE DU PREMIER MINISTRE : 1^{ère} réaction

A l'occasion de son discours de politique générale, le Premier Ministre a rappelé qu'au plan social la concertation était la règle, ce qui est actuellement le cas sur les projets d'ordonnance, ce qui ne préjuge en rien de l'issue de cette concertation qui, pour être efficace, doit être totale, loyale et tenir compte des lignes rouges.

Ce sera également le cas sur d'autres dossiers plus qu'épineux comme l'assurance chômage, la formation professionnelle ou les retraites.

Au plan global les annonces en matière de trajectoire financière, dite d'effort, apparaissent en contradiction avec la volonté affirmée d'investir et d'accroître certaines réductions de cotisations sociales ou d'impôt.

Si l'on y ajoute l'impact de la CSG sur le pouvoir d'achat des retraités et des fonctionnaires, qui plus est avec le gel de leur pouvoir d'achat et les impacts de cette fiscalisation sur la protection sociale, un flou inquiétant persiste.

Sur le service public comme sur la Sécurité sociale nous demandons des éclaircissements. En effet, par exemple le discours du Premier Ministre laisse entendre une réduction dangereuse du périmètre du service public. Or la république à laquelle se réfère à juste titre le Premier Ministre ne peut être efficace sans une consolidation du service public dans son ensemble qui, comme la Sécurité sociale, ne peuvent être dissous dans le marché.

Paris, le 4 juillet 2017